



Compte rendu de l'assemblée générale du 30 mars 2023

## Assemblée statutaire

### Compte rendu d'activité

L'assemblée générale 2022 ayant eu lieu au mois d'octobre ce compte rendu couvre les 6 mois écoulés. Au séminaire de Saint-Étienne, en août 2022, nous avons constaté que nous partageons des principes communs : nous appuyer sur les actions de terrain, défendre les droits et donner une voix aux sans voix face aux situations d'injustice, dépasser l'indignation pour développer une capacité d'analyse et de propositions alternatives, insister sur le positif, parvenir à travailler ensemble en acceptant nos différents positionnements, sans chercher à avoir une pureté idéologique qui aboutisse à des chapelles cloisonnées.

Nous avons décidé 4 axes de travail : poursuivre la mutualisation des expériences porteuses d'alternatives, en faisant le lien avec leur dimension politique, poursuivre le travail sur les CAF, multiplier les syndicats d'habitants et les territoires de participation, travailler sur l'éducation citoyenne pour élargir le cercle des convaincus et renforcer une vision du monde alternative à celle qui nous est imposée. Deux seulement de ces axes ont été concrétisés.

#### ***Le travail sur les CAF***

Le travail sur les CAF a pris une grande importance, au point d'occuper toute la place. Nous avons mis à jour, à partir de témoignages concrets, de nombreuses pratiques illégales. Nous avons constaté que les progrès foudroyants du numérique ont permis de multiplier les contrôles discriminatoires ciblés sur les plus fragiles et ont entraîné une déshumanisation et une désorganisation des services.

Ces observations ont été largement relayées par les médias. Elles nous conduisent à formuler une série de propositions pour demander le retour à la légalité, restaurer l'accueil physique des usagers, associer les allocataires aux décisions, réorienter du numérique. Nous demandons également la remise en cause d'une politique d'ensemble qui cesse de considérer la solidarité comme un coût qu'il s'agit de minimiser. Ces propositions sont partagées par un nombre sans cesse croissant d'associations, de mouvements de lutte contre la pauvreté ou de défense des droits. Une discussion est engagée avec la direction générale de la CNAF sur des questions ciblées pour respecter la loi, atténuer la maltraitance institutionnelle, ré humaniser.

Pour maintenir la pression, un appel a été lancé pour faire partager ces propositions, mobiliser beaucoup plus largement les associations et les citoyens contre la destruction des services publics par la dématérialisation et le managérialisme, affirmer la possibilité d'un autre projet de société reposant sur la solidarité, la coopération et les relations humaines. Cette action est loin d'être terminée.

#### ***La mutualisation des actions porteuses d'alternatives***

La petite équipe qui travaille sur la mutualisation des actions alternatives a poursuivi son travail pour recenser les multiples actions de terrain porteuses de coopération, de solidarité, de transformation écologique, d'économie solidaire, etc. et les rendre visibles sur le site. Ce travail est essentiel car il permet de donner des pistes aux collectifs citoyens locaux qui veulent agir. Il contribue aussi à redonner espoir en

montrant qu'il existe beaucoup de choses qui anticipent la société que nous voulons construire. Cette bataille culturelle est essentielle.

### ***La Maison des Utopies en Expérimentations (la MUE)***

Le collectif est cofondateur, depuis l'automne dernier, de l'association gérant la MUE. Cette association regroupe une quinzaine d'associations. Elle a pour objectif d'expérimenter collectivement l'autogestion d'une grande maison située à Cluny. Pour ce faire, chacun s'est engagé à participer à l'animation des cercles opérationnels chargés des différents aspects de bonne gestion du lieu ainsi qu'à au moins un chantier. On aura l'occasion de découvrir les lieux durant le séminaire de Changer de cap qui s'y déroulera du 6 au 9 juillet prochain.

**Débat** Les participants félicitent l'équipe pour l'importance du travail qui a été mené et les résultats obtenus. Cela fait chaud au coeur. **L'action menée et approuvée à l'unanimité.**

### **Rapport financier**

En 2022, l'association a reçu une subvention de 25 000 euros de la Fondation Un monde par tous, renouvelant l'appui accordé depuis 2020. Alors qu'auparavant l'association ne fonctionnait qu'avec des moyens bénévoles, une puis deux membres du collectif sont devenues permanentes : Valérie au premier janvier, Céline au premier septembre. Mais nous n'avions pas assez de moyens pour les salarier, et toutes deux avaient une auto-entreprise. Nous avons fonctionné jusqu'ici sous forme de prestations facturées chaque mois, à 3/4 de temps pour Valérie, à plein temps pour Céline, ce qui est évidemment insatisfaisant

Nous disposons d'un trésor de guerre accumulée les années précédentes car nous n'avions pas fait d'embauche en 2020 et 2021 du fait de la crise sanitaire. Cela nous a permis de fonctionner en 2022 avec un petit budget. Le total des produits s'élève à 47 000 €, le total des charges 43 500. Nous avons donc un résultat positif de 3700 €, mais nous avons consommé l'essentiel de nos réserves antérieures

Ces résultats ont pu être obtenus grâce à l'engagement bénévole du reste de l'équipe, car dans le même temps l'activité du collectif a explosé avec l'action vis-à-vis des CAF, le développement de la communication sur les réseaux sociaux et la multiplication des contacts.

Pour 2023, le budget prévisionnel s'établit à 72 000 € dans l'hypothèse basse, 97 000 € dans l'hypothèse haute. Nous avons la réserve du fonds associatif 12 000 €, et nous devons recevoir au 4e trimestre 2023 une nouvelle subvention correspondant à un engagement biennuel. Nous ne sommes donc pas menacés dans notre existence au cours de cette année, mais il est essentiel de trouver de nouvelles ressources.

### **Débat**

Il est demandé que l'on fasse davantage appel aux dons et que les gens qui participent régulièrement payent une cotisation, et que l'on sollicite le soutien de ceux et celles qui partagent l'action du collectif sans pouvoir participer. **Le rapport financier est adopté à l'unanimité.**

### **Élargissement du conseil d'administration**

Après rappel de la composition actuelle du CA et des règles précisées dans les statuts, sont désigné.e.s au conseil d'administration pour un mandat de 3 ans Isabelle Maurer, David Bapceres, Alain Guezou, Cécile Sportis. Le conseil d'administration pourra coopter d'autres membres si nécessaire, avec ratification à la prochaine assemblée générale.

# Débat d'orientation

Après introduction par Didier Minot, le débat a fait ressortir une grande convergence de vues entre les participants. Nous restituerons donc ici les conclusions du débat

## Débat sur la situation générale

**Nous sommes dans une situation de mobilisation et de prise de conscience inespérée il y a 2 mois.** L'ensemble de la population se remobilise et se repolitise, non seulement par rapport à la réforme des retraites mais par rapport à la remise en cause des institutions.

**Cet immense mouvement social en cours donne une dimension nouvelle à notre action.** Il marque le refus déterminé d'une évolution mortifère par les 3/4 des Français : toujours plus de profits et d'injustice sociale, toujours moins de libertés, de services publics et de solidarité. L'enjeu n'est pas seulement celui des retraites, mais celui de la mort de la démocratie et de l'État de droit en France et simultanément dans de nombreux pays.

**Le gouvernement réagit par un déchaînement de violence** à la poursuite de la mobilisation sociale et à la mobilisation écologique du week-end dernier. Cela fait tomber les illusions. Les masques tombent, le champ politique se clarifie. Tous prennent conscience du caractère illégitime de l'action du pouvoir, qui utilise la violence d'État, non pour l'intérêt général, mais pour défendre les intérêts des multinationales et des banques.

**Les dirigeants savent très bien ce qu'il faudrait faire** en matière sociale, politique et écologique, mais ils continuent à détruire, à imposer la destruction des services publics et de la solidarité, à réprimer le mouvement collectif. Les Français, dans leur grande majorité, savent maintenant très bien que si les dirigeants agissent ainsi ce n'est pas parce qu'ils seraient mal informés, et qu'il suffirait de les alerter pour qu'ils « prennent conscience » de l'intérêt général. Ils sont parfaitement conscients des conséquences de l'inaction climatique, mais aucun ne veut être le premier à renoncer à une situation lui procure tant d'avantages.

**Ces agissements expriment la radicalisation du capitalisme financier**, au moment où les signes de ruptures majeures se multiplient avec les bouleversements géopolitiques, l'accélération du changement climatique, la reprise de l'inflation et peut-être demain une crise financière ou la guerre. Les classes possédantes sont fermement décidées à maintenir leurs fonctionnements par tous les moyens. Le job des financiers n'est pas de produire l'intérêt général mais de maintenir le taux de profit des capitaux dont ils ont la charge, quoiqu'il en coûte humainement (« on ne pourra pas sauver tout le monde, chacun est responsable de lui-même »).

**Quelle stratégie faut-il développer face à un tel pouvoir ?** Nous voilà revenus au dilemme de Nelson Mandela face à la violence. Faut-il aller vers la confrontation directe, au prix de blessés graves et demain de morts ? Le rapport de force physique paraît terriblement déséquilibré avec un système qui radicalise la répression de façon abjecte et ne recule devant rien. Ce n'est pas en répondant directement par la violence, en attaquant frontalement la police dans les manifestations qu'on pourra gagner : le gouvernement utilise la peur pour isoler les plus résolus. Ce n'est pas non plus en se contentant de manifester pacifiquement jour après jour. Le gouvernement y reste sourd et mise sur notre épuisement pour institutionnaliser l'injustice

### *Inventer d'autres modes d'action, de résistance et d'espoir*

**Il est essentiel d'obtenir une victoire contre le report de l'âge légal de la retraite**, malgré la grande violence des forces gouvernementales. En cas d'abandon de la réforme, la mobilisation va continuer à la fois sur le plan politique et syndical. Si en définitive le pouvoir réussit à imposer la réforme, le sentiment d'impuissance va grandir.

Mais dans un cas comme dans l'autre il est nécessaire d'**inventer d'autres modes d'action**, de résistance et d'espoir, de dépasser les formes antérieures de mobilisation. Trois idées forces ressortent du débat :

- **l'union est essentielle**, en mettant l'action commune au-dessus de l'affirmation de nos différences ;

- il faut **multiplier les collectifs locaux**, sous de multiples formes, faire converger les luttes, les solidarités et les actions minuscules sur le terrain porteuses d'autonomie. Cela est complémentaire de la poursuite des mobilisations nationales.
- il est nécessaire de **développer l'autonomie**, en perspective de la situation à venir, tant pour boucler la fin du mois que pour conjurer la fin du monde.

Tout en poursuivant son action vis-à-vis des CAF, notre collectif "Changer de cap" peut modestement contribuer à inventer ces nouvelles formes d'action au cours des mois qui viennent. Nous avons en effet développé depuis 4 ans des axes de travail qui constituent des pistes pour une action diversifiée.

- Nous sommes nés de la mobilisation des gilets jaunes et des marches pour le climat, avec des sensibilités différentes, sur la base des principes qui sont dans notre charte. **Nous avons travaillé dès le départ à réunir des gens divers**, et dans notre ADN il y a ce rapprochement pour travailler ensemble.
- L'utilisation de **l'arme juridique** et des règles d'un État de droit est essentielle pour fixer des limites à l'action illégale et discriminatoire des pouvoirs publics, provisoirement aux mains d'usurpateurs du bien commun. C'est ce que nous faisons vis-à-vis des CAF.
- Nous avons décidé en août dernier de favoriser la **multiplication des collectifs locaux** : syndicats d'habitants, d'allocataires, groupes d'entraide, actions porteuses d'alternatives, etc. Cela est encore plus important aujourd'hui.
- Le mouvement social qui s'est développé constitue **une formidable école d'éducation populaire et d'espoir**. Il a montré la force d'une autre vision du monde et de la société, déjà présente à travers les mobilisations et la multiplicité des actions de terrain. Nous devons multiplier les forums, les échanges, la circulation des analyses et des propositions, comme nous l'avons fait au moment de la mobilisation des gilets jaunes, puis à la sortie du confinement, quand tous se projetaient dans « le jour d'après ».

## Actions prioritaires qui en découlent pour les prochains mois

### *Poursuivre l'action vis-à-vis des CAF*

Tous les participants sont d'accord pour poursuivre l'action vis-à-vis des CAF, sans pour autant se spécialiser uniquement sur cette action. Nous ne savons pas si le débat engagé avec les CAF débouchera ou non sur des changements substantiels par la seule vertu du dialogue, mais dans tous les cas notre objectif est de développer la mobilisation, de faire prendre conscience au plus grand nombre et lutter contre la destruction des services publics à travers les projets de dématérialisation et de privatisation rampante de l'action sociale.

Plusieurs actions sont engagées : un appel qui s'adresse au gouvernement va être lancé dans les prochains jours pour mobiliser des associations, des communes, les citoyens autour des propositions communes. Un guide de l'allocataire est en cours de réalisation pour apporter un soutien à tous ceux qui ont maille à partir avec la CAF, développer l'entraide, organiser des discussions et des échanges. Le groupe numérique prépare une série d'exigences sur la nécessité d'un respect des réglementations et de la protection des allocataires dans les programmes informatiques. Nous n'excluons pas des actions en justice, avec d'autres, ce tout en contestant la mainmise des prestataires informatiques privés.

Nous avons mis à jour un scandale de même nature que celui d'ORPEA ou des retraites. C'est celui d'une maltraitance et d'un déni de justice, massif et permanent. Comment faire pour que ça ressorte dans le débat public, une fois que la question des retraites aura dépassé son paroxysme ?

### *Poursuivre la mutualisation des actions porteuses d'alternatives*

Il est nécessaire de poursuivre le travail entrepris depuis 3 ans pour recenser les multiples actions de terrain porteuses de coopération, de solidarité, de transformation écologique, d'économie solidaire, etc. et les rendre visibles sur le site. Ce travail est aujourd'hui prioritaire, car il peut donner des pistes aux collectifs citoyens qui veulent agir. Il contribue aussi à redonner espoir aux citoyens en montrant qu'il existe beaucoup de choses qui préfigurent la société que nous voulons construire. Cette bataille culturelle est essentielle.

La richesse et la diversité des initiatives locales sont également des sources essentielles au mouvement politique et syndical pour construire des revendications et des propositions politiques.

### *Reconstruire le réseau des collectifs locaux, groupes d'entraide, syndicat d'habitants, etc.*

**Nous avons potentiellement des liens avec plusieurs dizaines, voire centaines de collectifs locaux** et de groupe d'entraide, etc. Ces collectifs sont très divers : groupes de gilets jaunes, mouvements de chômeurs,

syndicat d'habitants, d'allocataires, de locataires, groupes écologiques, associations locales de solidarité, de défense des droits, de soutien aux migrants, etc. Certains liens se sont distendus depuis la crise sanitaire. Il est essentiel de les reconstruire.

Les **fonctions de ces collectifs** locaux peuvent être diverses :

- solidarité, entraide face à la précarité, accompagnement pour obtenir justice
- réalisation d'actions concrètes porteuses d'alternatives
- poursuite de la mobilisation et participation aux luttes communes
- débats, échanges, réflexions communes, parole partagée, éducation réciproque

**Quand la mobilisation nationale va retomber**, il va être essentiel, à travers de multiples groupes locaux, de proposer aux personnes qui se sont mobilisées de poursuivre l'action, les échanges, les réflexions. Si le référendum d'initiative partagée est lancé, cela va susciter des discussions entre signataires. Les collectifs locaux doivent participer à la mobilisation pour les signatures, multiplier les débats sur les enjeux et le sens de ce combat.

**L'accompagnement des allocataires CAF montre l'importance de l'entraide**, de l'écoute au plus proche des gens, en les aidant dans la galère à débrouiller leur imbroglio administratif. C'est ce qui s'est passé avec les gilets jaunes. Il faut nouer l'entraide, apprendre aux gens qu'ils peuvent se battre, dépasser la fatalité. Et une fois qu'ils ont surmonté leurs difficultés, beaucoup sont prêts à aider d'autres à s'en sortir.

Les collectifs sont également des espaces de fraternité, de partage au quotidien, ne rirait de fête. Certains développent le Slam, compose des chansons, font des concours de poésie, écrivent des pièces de théâtre

**On peut également envisager de constituer de nouveaux groupes** autour d'une personne prête à reprendre l'initiative. Le collectif est constamment sollicité par des personnes qui demandent s'il existe un groupe local près de chez elles. Il serait essentiel de les accompagner, leur donner des pistes, des méthodes, un lien avec un groupe existant.

### ***Renforcer l'autonomie, développer des formes coopératives et mutuelles d'économie solidaire***

Face aux ruptures majeures qui s'amorcent, il est nécessaire d'anticiper et de **renforcer l'autonomie des personnes, des groupes et des territoires** en développant des formes d'économie solidaire à tous les niveaux. Nous ne pouvons pas compter uniquement sur de nouvelles orientations de l'action publique, même s'il faut continuer à se battre pour changer le rapport de force politique.

**L'autonomie repose sur la création de valeur d'échange et de valeur d'usage** à travers les mutuelles, les coopératives, la monnaie locale ou le troc. Cela peut prendre aussi la forme d'échanges de biens, de services et de savoirs. Ces initiatives sont déterminantes pour tous les exclus du système et pourront se révéler déterminantes en cas de nouvelle crise économique, financière ou sanitaire.

**De tels échanges ont été développés en Amérique du Sud**, où 15 millions de personnes dans la précarité échangent des biens et de savoirs, font un travail d'éducation populaire et de résistance. On peut s'inspirer de tous les groupes qui au moment des dictatures se sont mis en place en Amérique latine.

**Pour les associations**, cela peut parfois permettre de répondre en partie aux discriminations dans l'attribution des subventions publiques aujourd'hui instrumentalisées avec la mise en place du « contrat d'engagement républicain » qui exige de ne pas troubler l'ordre public (notion vague qui autorise tous les abus).

Les Localos poussent à la création de **coopératives intégrées de territoires**. Ils lancent le 13 mai un plan de formation pluriannuel sur 3 ans pour former qui le souhaite aux fonctions essentielles du développement local la transition et de la gouvernance : comment décider ensemble pour construire dans nos petits périmètres de la solidarité active ? Ils proposent d'associer les élus à cette démarche, inventer des espaces communs, pour devenir capables de transformer le réel au niveau local. Certains élus ont bien senti qu'un effondrement arrive et qu'il faut s'y préparer.

## **Comment organiser l'animation du collectif ?**

### ***On ne peut pas tout faire***

En permanence les membres du collectif apportent des sujets sur lesquels ils estiment indispensable de travailler. Et ils ont raison : nous sommes confrontés à un océan de situations scandaleuses, de dérives graves. Mais ne peut pas de tout traiter, il faut travailler avec d'autres. Nous devons distinguer trois types de sujets :

- **ceux sur quoi on a réellement un rôle moteur**. En matière d'accès aux droits, nous avons décidé de nous limiter aux CAF, et de ce fait nous avons une réelle valeur ajoutée ;
- **ceux où on a un rôle de relais, d'information et de mise en réseau**, en favorisant les rencontres et les échanges entre les gens, en faisant connaître les expériences et le travail d'autres groupes qui ont beaucoup plus travaillé que nous, par exemple sur l'écologie ou l'alimentation et plus largement le répertoire des actions alternatives
- **ceux où une ou deux personnes participent à des actions communes** avec d'autres associations ou organisations.

### *Multiplier les équipes autonomes*

Il est proposé de constituer des équipes autonomes sur les questions reconnues prioritaires pour prendre en charge chacun des thèmes de A à Z, le collectif étant une sorte d'archipel. Le groupe d'animation assure une cohérence d'ensemble et peut apporter de nombreux contacts.

### *Chantiers proposés et organisation du travail*

Plusieurs chantiers paraissent prioritaires au regard des orientations débattues.

- **constituer une petite équipe** qui se partage les contacts à prendre avec les collectifs locaux, pour savoir où ils en sont, quelles actions ils mènent, quels sont leurs attentes, prendre le pouls de la situation comme nous l'avions fait dans des moments précédents.
- Fournir à ces collectifs locaux des **éléments de méthodes** en matière de participation et d'animation , en actualisant les documents déjà produits.
- **Rédiger des chapeaux politiques pour chacun des domaines d'actions sur le site** (écologie etc.) pour présenter chacun des domaines et donner en 5 à 10 lignes avec un aperçu de la portée globale des actions réalisables localement. Il est proposé de **constituer des binômes** avec des personnes connaissant bien la question. Celles-ci pourraient aussi compléter et actualiser les exemples signalés sur le site, qui sont parfois anciens. Laurent est prêt à coordonner la rédaction des chapeaux politiques.
- **Organiser une réunion sur le thème « santé mentale et maltraitance institutionnelle »**, en réactivant le travail entrepris en 2020, pour expliciter les conséquences de la maltraitance institutionnelle sur la santé mentale, favoriser l'entraide au niveau local, donner aux collectifs locaux les moyens de mieux prendre en compte cette dimension santé, donner aux personnes elles-mêmes les moyens de se défendre et connaître leurs droits, rendre visible dans l'opinion le problème massif de santé publique provoquée par la maltraitance institutionnelle. Didier et Martine Dutoit organisent cette réunion.
- **analyser le langage des CAF**, voir de quoi il est porteur, montrer en quoi celui-ci véhicule une dérive vers un management purement financier. Cette analyse s'applique au discours du gouvernement dans le conflit en cours. Franck, qui est traducteur interprète, est prêt à impulser ce travail
- **Faire circuler les actions organisées par d'autres auxquelles des membres du collectif pourraient participer** en restituant ensuite les résultats. Par exemple, si les Locals font une formation ouverte on peut mettre dans la newsletter un avis pour proposer cette formation.

On prévoit de solliciter chacun d'ici quelques jours par un petit questionnaire présentant les différents ateliers, pour que chacun, dise à quel chantier il est prêt à participer.